SCRC
CISC

2007
Rapport annuel
Le crime organisé au Canada

Canada

2007
Rapport annuel

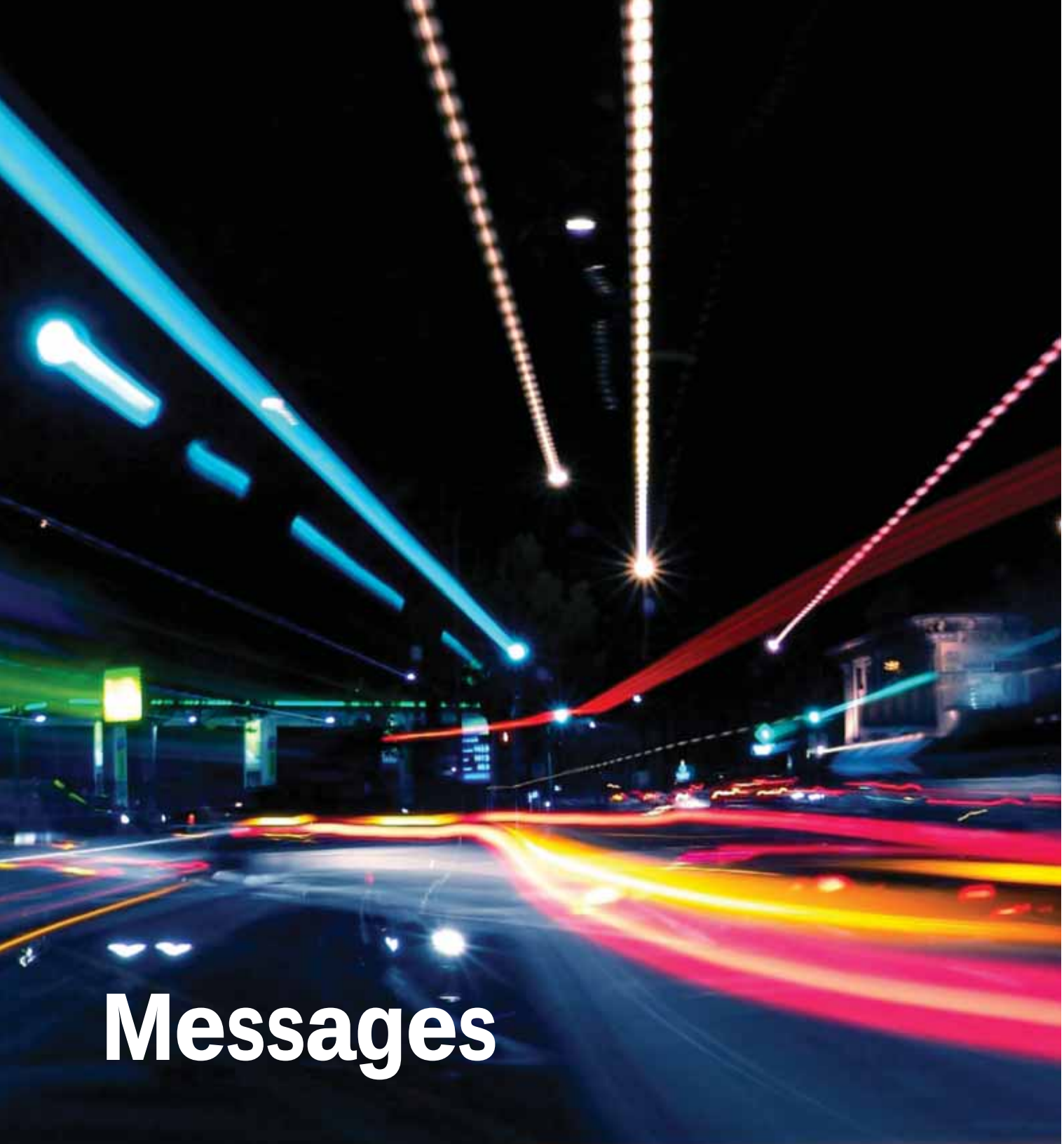
sur le crime organisé au Canada

Les recherches qui ont servi à élaborer le présent rapport ont été terminées le 6 juillet 2007

Pour tout renseignement et commentaires sur la présente publication, s'adresser au :
Directeur général du Service canadien de renseignements criminels
1200, promenade Vanier
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
Canada

Cette publication peut être consultée en direct sur Internet à l'adresse suivante :
www.scrc-cisc.gc.ca
No de cat. : PS61-1/2007
ISBN : 978-0-662-69912-5
ISSN : 0839-6728
NCS-SNC 004

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada (2007)



Messages

Message du président

Service canadien de renseignements criminels
William J.S. Elliott, commissaire de la GRC

C'est avec plaisir que je vous présente le *Rapport annuel 2007* du SCRC qui fournit des informations importantes sur la réalité du crime organisé au Canada.

Depuis sa création en 1970, le Service canadien de renseignements criminels est un chef de file relativement à l'élaboration d'une méthode intégrée de lutte contre le crime organisé axée sur le renseignement. Cela signifie que les organismes d'application de la loi travaillent de concert à tous les niveaux, c'est-à-dire fédéral, provincial, territorial et municipal, pour recueillir, échanger et évaluer les renseignements criminels dans le but collectif de réduire les dommages causés par le crime organisé au Canada.

La raison d'être du SCRC se résume par l'adage « le renseignement est inutile s'il n'est pas partagé. » Ainsi, son succès dépend de la contribution directe de tous les organismes et bureaux membres à un ensemble national de connaissances sur le renseignement criminel.

Grâce à ces connaissances collectives, on peut mettre au point des stratégies municipales, provinciales et nationales pour aider les organismes d'application de la loi à prévenir, à perturber et à démanteler le crime organisé. En outre, le SCRC se fonde sur ces connaissances pour offrir ses produits et services qui aident les cadres supérieurs du gouvernement à élaborer des politiques et contribuent à renseigner les citoyens sur la nature et l'ampleur de la menace que représente le crime organisé pour la société canadienne.

À cette fin, le présent rapport donne un aperçu de la situation du crime organisé à l'heure actuelle au Canada et met l'accent sur la menace que posent les groupes du crime organisé, ainsi que leurs caractéristiques et les méthodes utilisées dans les principaux marchés criminels.

La participation des citoyens a toujours été un élément important de la lutte contre le crime. En partageant ses connaissances sur le crime organisé au moyen de ce rapport, le SCRC continue de démontrer son engagement d'informer et de sensibiliser les Canadiens à ce sujet. J'espère sincèrement que ce rapport encouragera le dialogue et l'appui constant.

Message du Directeur général

Service canadien de renseignements criminels
Directeur général intérimaire Robert C. Fahlman

Lorsqu'on laisse les groupes du crime organisé tirer profit de leurs activités illégales, ce sont les citoyens qui en paient le prix. Nos impôts et taxes sont plus élevés et les biens et services essentiels nous coûtent plus cher. Nous payons le prix d'une autre façon aussi parce que cela diminue notre sentiment de sécurité dans nos foyers et collectivités. Les victimes de ces crimes, bien entendu, en paient le prix directement.

Par le fait même, nous perdons une partie de la liberté qui est si précieuse pour tous les Canadiens.

L'un des principaux objectifs du SCRC est de diminuer le coût du crime organisé pour les Canadiens, ce qui se traduit par un bon nombre de défis complexes que doivent relever la communauté d'application de la loi. Par exemple, les organisations criminelles établissent des réseaux d'activité de plus en plus perfectionnés, mettant à profit la technologie pour augmenter leurs gains tout en établissant une distance entre eux et leurs crimes.

Cependant, tout comme la menace à laquelle le SCRC fait face continue d'évoluer, le Service lui aussi continue de renforcer ses partenariats, d'améliorer ses technologies et de mettre au point de nouvelles stratégies pour aider les organismes d'application de la loi à avoir le dessus sur le crime organisé.

En outre, le SCRC continue d'élargir et d'améliorer l'ensemble des connaissances sur le renseignement criminel ainsi que sa capacité de partager ces connaissances, ce qui accroît l'efficacité du ciblage des groupes criminels et permet de mettre sur pied des opérations policières intégrées tirant parti des forces des organismes membres.

L'édition de 2007 du *Rapport annuel sur le crime organisé au Canada* présente les mesures que prend le SCRC pour fournir des informations utiles aux citoyens sur la situation du crime organisé au Canada et ses répercussions sur les collectivités.

Table des matières

08 À propos du SCRC

11 Introduction

13 Dynamique et méthodes du crime organisé

18 Répercussions socioéconomiques du crime organisé

24 Marchés criminels

- 25 En général
- 26 Drogues illicites
- 28 Criminalité financière
- 30 Passage de clandestins et traite de personnes
- 30 Violation des droits de la propriété intellectuelle
- 31 Vol de véhicules

32 Dossier spécial : Marché illicite des armes à feu au Canada

42 Regard sur l'avenir

À propos du SCRC

À propos du SCRC

En tant que porte-parole de la communauté canadienne du renseignement criminel, le premier objectif du SCRC est de faciliter la production et l'échange rapides et efficaces de renseignements criminels tout en exerçant un leadership et en offrant son expertise aux organisations membres en vue de détecter, de réduire et de prévenir le crime organisé et les crimes graves au Canada.

Le SCRC comprend un Bureau central situé à Ottawa, relié à dix bureaux provinciaux desquels il recueille de l'information et des renseignements. Les bureaux provinciaux desservent les provinces et les territoires du Canada. Ces bureaux provinciaux sont gérés de façon indépendante tout en respectant les normes nationales relatives à la prestation de leurs produits et services.

Les organismes membres du SCRC

Plus de 380 organismes canadiens d'application de la loi sont membres du SCRC. Ces organismes fournissent des renseignements criminels à leur bureau provincial, qui les analyse et les diffuse. Les bureaux provinciaux transmettent ensuite leurs constats au Bureau central pour analyse dans une perspective nationale et pour l'élaboration de produits et l'offre de services de renseignements criminels stratégiques.

Le SARC

Les organismes membres du SCRC contribuent à la mise en commun de renseignements criminels en alimentant le Système automatisé de renseignements sur la criminalité (SARC) qui est la banque de données nationale sur le crime organisé et les crimes graves pour la communauté canadienne de l'application de la loi. Le Bureau central est responsable du SARC et en assure la gestion de concert avec toutes les organisations membres du SCRC et en leur nom.

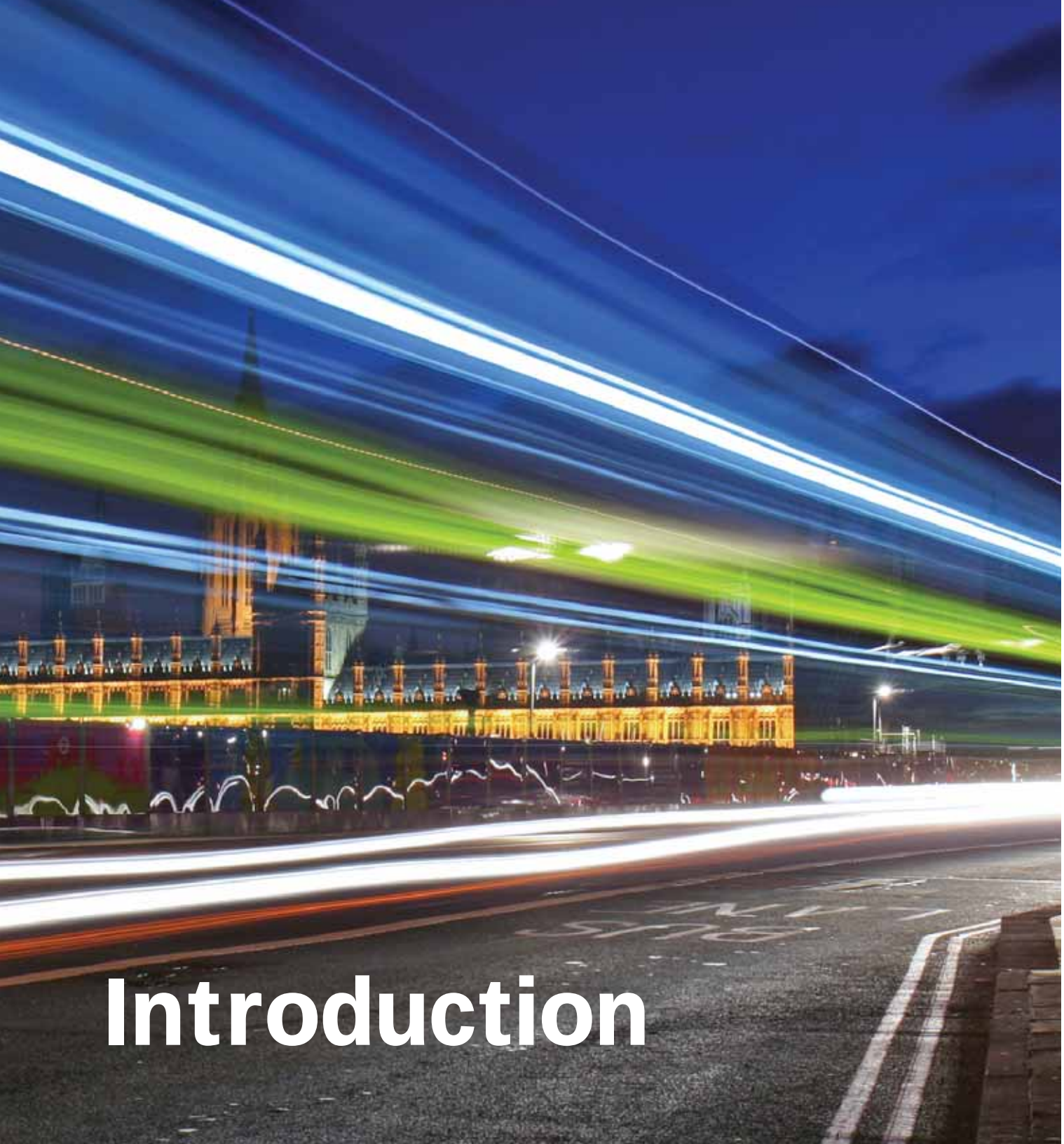
Gouvernance

Le Comité exécutif national du SCRC, formé de 23 cadres de direction de la communauté d'application de la loi du Canada et présidé par le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), assure la gouvernance du SCRC. Les membres du Comité se réunissent deux fois par année pour examiner les activités du SCRC et définir communément ses objectifs. Le directeur général du SCRC, qui est à la tête du Bureau central, est le secrétaire exécutif du Comité exécutif national et coordonne les efforts de tous les bureaux provinciaux dans la prestation de produits et de services en matière de renseignements criminels.

Le personnel

Le personnel du Bureau central comprend des employés de la GRC et des personnes en détachement provenant d'autres organismes d'application de la loi. On y trouve notamment des employés détachés de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de la Défense nationale, de la Police provinciale de l'Ontario, du Service de police d'Ottawa, du Service de police de la Ville de Montréal et de la Sûreté du Québec. Le Bureau central du SCRC reçoit un soutien administratif et financier de la GRC par l'intermédiaire de ses Services nationaux de police, qui assurent des services de soutien essentiels et de première ligne à la communauté d'application de la loi au Canada et à l'étranger.

Service de renseignements criminels Colombie-Britannique et Yukon (SRCCB/TY)
Service de renseignements criminels Alberta (SRCA)
Service de renseignements criminels Saskatchewan (SRCS)
Service de renseignements criminels Manitoba (SRCM)
Service de renseignements criminels Ontario (SRCO)
Service canadien de renseignements criminels (SCRC)
Service de renseignements criminels Québec (SRCQ)
Service de renseignements criminels Nouveau-Brunswick (SRCNB)
Service de renseignements criminels Île-du-Prince-Édouard (SRCIPE)
Service de renseignements criminels Nouvelle-Écosse (SRCNE)
Service de renseignements criminels Terre-Neuve-et-Labrador (SRCTNL)



Introduction

Introduction

Le *Rapport annuel sur le crime organisé au Canada 2007* veut fournir un tableau stratégique général du crime organisé au Canada, et aider à comprendre comment le crime organisé influe de nombreuses manières sur la vie des Canadiens. Ce rapport, qui est le seul examen complet du crime organisé au Canada diffusé au le public, identifie plusieurs marchés criminels et les menaces qu'ils représentent pour les collectivités dans tout le Canada.

> Le crime organisé est un réseau complexe qui n'a pas de frontières et qui ne peut être réprimé que par la collaboration nationale, provinciale et territoriale.
>
> *Chef Robert Herman, Service de police de Thunder Bay*

Du fait que le crime organisé devient de plus en plus complexe et qu'il s'ingénie à constamment s'isoler pour ne pas être détecté, son incidence et ses effets socioéconomiques négatifs ne sont pas toujours facilement visibles. En discutant des marchés criminels existants et en établissant les capacités criminelles des groupes du crime organisé, le SCRC entend faire un lien entre les différentes conséquences profondes de l'activité criminelle et en montrer les effets sur les collectivités ciblées.

Chaque année, le SCRC souligne un aspect particulier du crime organisé pour fournir un tableau plus détaillé des répercussions précises du crime organisé. Dans le Dossier spécial du Rapport de 2006, le SCRC avait souligné le lien entre les gangs de rue et les armes à feu. Faisant suite à ce sujet, le Dossier spécial du Rapport de 2007 porte sur le marché canadien des armes à feu illicites, un marché exploité par le crime organisé qui constitue une menace pour la sécurité publique et affecte les Canadiens et aussi nos collectivités.

Dynamique et méthodes du crime organisé

Dynamique et méthodes du crime organisé

Le crime organisé

Le SCRC et ses organismes membres se servent de la définition du Code criminel du Canada pour établir ce qu'est le crime organisé au Canada et l'évaluer. À l'aide de cette définition, tous les organismes participants établissent leur évaluation à partir des mêmes critères, ce qui permet à la communauté du SCRC d'en arriver à la description la plus large et la plus exacte des groupes du crime organisé.

La définition du *Code criminel* (467.1) est la suivante : «Organisation criminelle» est un groupe, quel qu'en soit le mode d'organisation

a) composé d'au moins trois personnes se trouvant au Canada ou à l'étranger;
b) dont un des objets principaux ou une des activités principales est de commettre ou de faciliter une ou plusieurs infractions graves qui, si elles étaient commises, pourraient lui procurer ou procurer à une personne qui en fait partie, directement ou indirectement, un avantage matériel, notamment financier.

Cette définition ne vise pas le groupe d'individus formé au hasard pour la perpétration immédiate d'une seule infraction.

En 2007, la communauté canadienne du renseignement criminel a recensé près de 950 groupes du crime organisé, par opposition à une estimation de 800 groupes en 2006. On retrouve ces groupes à l'œuvre dans toutes les collectivités, des grands centres urbains aux zones rurales. En fait, ces groupes du crime organisé sont partout où il est possible de tirer des profits.

Bien que le nombre global de groupes du crime organisé ait augmenté par rapport à l'an dernier, ceci est largement dû à une déclaration accrue et aux efforts de la communauté du renseignement pour fournir l'évaluation la plus détaillée et la plus complète possible du crime organisé.

> Rares sont les collectivités qui comprennent l'importance de l'influence néfaste du crime organisé. Le crime organisé peut se retrouver dans tout type de collectivité, quelle que soit sa taille, et son incidence dans les petites zones rurales et de faible densité de population est souvent plus dévastatrice que dans les grands centres urbains.
>
> *Commissaire adjoint de la GRC Steve Graham, commandant de la Division J (Nouveau-Brunswick)*

Structures et capacités

Les groupes du crime organisé recensés comme étant actifs au Canada sont disséminés dans l'ensemble du pays et ils varient largement dans leur structure organisationnelle et leurs capacités criminelles. Il n'y a pas qu'une seule structure de groupes du crime organisé, mais plutôt des groupes qui vont d'organisations hiérarchiques et familiales très structurées à des cellules peu structurées qui s'alignent afin de mener une activité criminelle particulière. Plusieurs groupes du crime organisé fonctionnent en réseau, en cherchant à recruter des personnes dotées de l'expertise et des compétences nécessaires pour faciliter l'exécution des activités criminelles.

> La diminution de la participation des jeunes au crime, tant comme victimes que comme délinquants, est nécessaire si nous devons les aider à répondre aux pressions et aux influences des groupes du crime organisé.
>
> *Commissaire adjoint de la GRC Michel Séguin, commandant de la Division O (Ontario)*

Seul un petit nombre de groupes du crime organisé peut exploiter des opérations criminelles complexes. Ces groupes participent à des activités diverses et complexes. Pour la plupart, ils sont actifs dans les grands centres urbains, mais ont des opérations secondaires ou une influence criminelle dans d'autres villes ou zones rurales. Ces groupes se distinguent par les activités complexes auxquelles ils se livrent, souvent en matière d'importation, de production et de distribution d'une vaste gamme de produits illicites, ainsi que par la capacité de monter des fraudes complexes, du blanchiment d'argent ou des stratagèmes financiers frauduleux.

De plus, bon nombre de ces groupes se montrent capables de cibler, de contraindre ou d'employer des personnes dans des entreprises légitimes, des professionnels, comme des avocats et des comptables, et d'autres membres de la collectivité, pour faciliter leurs activités criminelles. Bon nombre de ces groupes sont difficiles à cibler, car ils s'abritent stratégiquement des organismes d'application de la loi. Malgré l'importante influence de ces groupes, leurs impacts ne sont pas toujours évidents pour le public car ces groupes se distancent des activités criminelles quotidiennes.

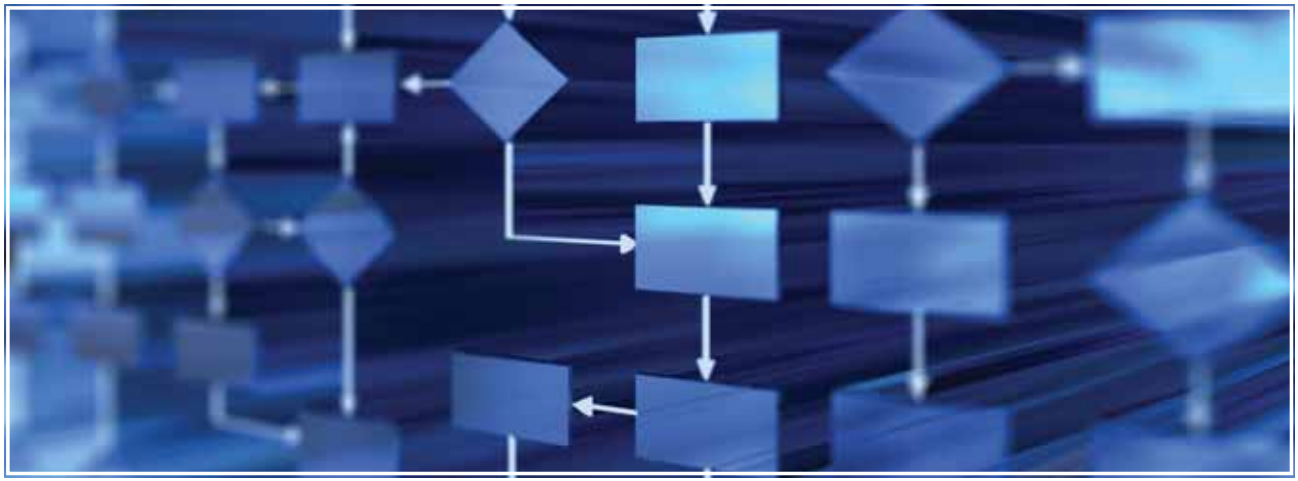
Une plus grande proportion de groupes du crime organisé font la distribution de la contrebande à travers le pays, mais sont incapables de mener des importations de grandes envergures de produits de contrebande. De plus, bon nombre participent à des activités criminelles visibles, comme

le trafic de drogues, la prostitution, le vol de véhicules et la violence et l'intimidation liées au crime organisé. À cause de leur degré de sophistication plus limité et de leurs capacités criminelles moindres, ces groupes tendent à être plus visibles que les groupes plus sophistiqués, tant pour les organismes d'application de la loi que pour le public.

Le plus grand nombre de groupes du crime organisé opèrent au niveau de la rue où très souvent ils facilitent des activités criminelles pour d'autres groupes plus chevronnés. Plusieurs de ces groupes existent pour une période limitée, ils se rassemblent pour exécuter des activités criminelles particulières et se dispersent ensuite. Toutefois, certains groupes comme la majorité des gangs de rue sont très visibles pour le public en partie parce qu'ils ont tendance à utiliser la violence et l'intimidation ce qui a un impact direct sur la sécurité publique.

Méthodes

Parmi la vaste gamme de méthodes et de pratiques utilisées pour mener leurs activités criminelles, presque tous les groupes criminels font du réseautage ou collaborent avec d'autres groupes. Par exemple, plusieurs groupes peuvent regrouper leurs fonds entre eux pour financer une grande importation ou une production, ou il arrive que des groupes plus sophistiqués utilisent des groupes plus petits et moins chevronnés pour distribuer leurs produits. Rares sont les groupes qui opèrent sans contact ou collaboration avec d'autres.



Les groupes du crime organisé continueront d'élaborer des stratégies pour exploiter les frontières du Canada, et convoyer illégalement des personnes et divers types de produits de contrebande. Dans certains cas, notamment aux ports et aux aéroports du Canada, les groupes du crime organisé parviennent à mettre ces stratégies en œuvre grâce à quelques travailleurs légitimes sous leur influence. Certains territoires

frontaliers autochtones, en particulier, ont été ciblés par des organisations criminelles et sont exploités soit comme points de passage, soit comme centres d'entreposage ou de distribution des produits de contrebande.

La grande majorité des groupes du crime organisé utilisent ou exploitent l'économie légitime d'une certaine manière. De cette façon, ils peuvent ainsi isoler leurs activités, blanchir les produits de la criminalité et commettre des crimes financiers tout en ayant un front légitime. Tant les personnes que les entreprises sont vulnérables quand il s'agit de ces nombreux stratagèmes frauduleux ciblés, y compris les opérations de télémarketing frauduleuses et la manipulation des marchés boursiers. De la même manière, des entreprises légitimes peuvent à leur insu faciliter l'activité criminelle en fournissant des occasions pour investir les produits de la criminalité, comme le fait de glisser des produits de la contrefaçon dans les cargaisons légitimes.

La technologie est aussi exploitée par les groupes criminels, en particulier les appareils de communication dont les sans-fils et les assistants numériques personnels (p. ex. Blackberries) qui accélèrent les communications entre les individus et les groupes. Les moyens technologiques servent aussi à protéger les groupes contre la détection par les organismes d'application de la loi, par exemple, l'emploi de téléphones cellulaires multiples et jetables. De plus, ces dispositifs ainsi que les cartes de paiement se prêtent au vol d'identité et au vol d'informations financières pour commettre de la fraude. Les nouvelles technologies comme les systèmes de téléphonie sur IP (Voice-over Internet Protocol) et les espiogiciels et d'autres programmes utilisés pour cibler les personnes par le biais d'Internet sont utilisés par les groupes du crime organisé pour faciliter les fraudes et les vols à grande échelle.

Répercussions socioéconomiques du crime organisé

Répercussions socioéconomiques du crime organisé

Les activités du crime organisé peuvent avoir des répercussions socioéconomiques graves dans toutes les régions du pays. Ces conséquences peuvent être directes et tangibles, comme les vols ou les fraudes, et leurs effets quantifiables en termes de pertes financières. Les répercussions peuvent aussi se voir sous une forme intangible plus difficile à quantifier. Par exemple, la perte de qualité de vie liée à la victimisation est difficile à mesurer ou à comparer objectivement par rapport à la perte commerciale d'un marchand à cause de la contrefaçon.

Dans la présente section, un certain nombre de problèmes clés sont présentés pour faire ressortir la façon dont le crime organisé a un effet direct et indirect sur la sécurité du public canadien, ainsi que sur son bien-être économique et sa solidarité collective.

D'après notre collecte de renseignements et notre évaluation des groupes du crime organisé, nous savons qu'il faut être diligent et actif si nous voulons régler avec succès les problèmes d'activités illicites qui ont une incidence sur les citoyens canadiens et la société.

Sous-commissaire de la GRC Peter D. Martin, Services nationaux de police

Violence

Les groupes du crime organisé peuvent recourir à la violence, en particulier avec des armes à feu illégales, pour promouvoir et protéger leurs intérêts criminels. Dans de nombreux cas, cette violence cible d'autres éléments criminels, mais des victimes innocentes peuvent également être blessées ou tuées. Cette violence peut aussi avoir pour but d'intimider ou contraindre des personnes ou des collectivités. Les gangs de rue sont souvent associés à ce type de violence. Dans certaines collectivités, cette menace à la sécurité publique peut avoir lieu pendant un certain temps, tandis que dans d'autres, elle peut se produire au hasard et à court terme.

Drogues illicites

Le marché de la drogue illicite engendre plus d'activités criminelles que tout autre marché criminel. Les activités de ce marché encouragent les voies de faits, des homicides et des crimes contre la propriété du fait de la violence entre les trafiquants pour contrôler le territoire ou de la part des personnes qui cherchent de l'argent pour acheter des drogues, ou qui sont sous l'influence de drogues illicites. Il y a aussi un certain nombre d'effets

Le crime organisé constitue une perte économique importante à de nombreux égards dans l'économie du Manitoba, notamment pour les coûts d'assurance, la police, le système de justice, voire les coûts de services de ressources naturelles.

Commissaire adjoint de la GRC H.D.M. Madill, Division D (Manitoba)

néfastes sur la santé causés par l'usage de drogues illicites, notamment la propagation du VIH/SIDA et d'autres maladies infectieuses, la toxicomanie et des problèmes de développement du foetus. Historiquement, les activités liées aux drogues illicites ont contribué à un petit nombre de cas de corruption de gestionnaires et professionnels des secteurs privé et public.

Installations de culture de la marihuana

Les installations de culture de la marihuana menacent, de diverses façons, la sécurité et la santé de ceux qui s'occupent des installations, ainsi que des résidants des collectivités avoisinantes. Dans un nombre important d'installations résidentielles, on vole de l'électricité en déjouant les compteurs de service public par la déviation de l'électricité. L'électricité volée surcharge l'alimentation en électricité et augmente les coûts que les résidants et les entreprises légitimes supportent. Les installations de culture de la marihuana entraînent souvent d'importants dangers d'incendie, y compris des fils sous tension exposés et des éléments volatils. Les vapeurs provenant de divers produits chimiques qui sont utilisés dans le but d'accélérer la croissance des plantes risquent d'entraîner des troubles respiratoires. Des niveaux élevés de moisissure et de pollen peuvent causer de l'asthme, des troubles respiratoires et des allergies non seulement chez les personnes qui habitent et qui travaillent dans les résidences endommagées, mais également chez les agents d'organismes d'application de la loi, les sauveteurs et les fonctionnaires municipaux. La concurrence entre les groupes criminels qui font la culture de la marihuana et la menace de se faire voler la récolte continuent d'être à l'origine de violations de domicile, de voies de fait, d'homicides et de blessures causées par des pièges.

Méthamphétamine

La méthamphétamine crée une forte dépendance, cause des troubles physiques aux utilisateurs, et peut les rendre très agressifs, voir même violents. Bien que cette drogue soit relativement facile à fabriquer, les produits chimiques utilisés sont très toxiques, corrosifs et combustibles. La méthamphétamine peut être fabriquée à petite échelle dans des cuisines ou des garages et à grande échelle dans des laboratoires

clandestins indépendants. Des incendies et des explosions ont eu lieu dans des laboratoires clandestins, ce qui crée d'importantes préoccupations en matière de santé publique. Les vapeurs chimiques causées par le processus de fabrication peuvent entraîner des blessures ou même la mort. Ces vapeurs peuvent également pénétrer dans les murs et les tapis des immeubles, ce qui les rend inhabitables. De plus, les produits chimiques toxiques qui sont jetés au rebut peuvent entraîner des dommages écologiques et menacer la sécurité ainsi que la santé du public. En conséquence, la valeur immobilière des résidences ou des entreprises situées près des installations ou des sites de rejet baisse.

Criminalité financière

À la différence des drogues illicites, le principal effet de la criminalité financière est de nature économique, tant pour les Canadiens individuellement que pour la communauté du commerce financier. Les répercussions économiques provenant des fraudes par cartes de paiement et des fraudes hypothécaires sont ressenties pratiquement exclusivement par le secteur des cartes de paiement et les institutions financières comme les banques, les caisses populaires et les assureurs hypothécaires. En revanche, les personnes et les investisseurs sont surtout touchés par les préjudices économiques directs qui découlent du marketing de masse (p. ex. fraude de télémarketing) et des fraudes en valeurs mobilières (p. ex. manipulations boursières), ce qui peut signifier la perte des économies de toute une vie. Le Bureau d'assurance du Canada souligne que les frais engendrés par la fraude à l'assurance continuent de coûter plus d'un milliard de dollars de plus en primes d'assurance aux Canadiens par année, dont 541,9 millions de dollars par année pour les coûts liés à l'assurance contre le vol de véhicule.

Blanchiment d'argent

Le blanchiment et le réinvestissement des profits illicites dans des entreprises honnêtes peuvent avoir des effets néfastes sur l'économie légitime. Le blanchiment d'argent comprend généralement l'utilisation de multiples services financiers, soit les institutions de dépôt (p. ex. les banques), les établissements de change de devises, les négociateurs de valeurs mobilières, les compagnies d'assurances et les coquilles vides, ce qui peut entraîner une réaction en chaîne dans laquelle un certain nombre d'institutions sont par la suite touchées, tant sur le plan international que national. De ce fait, une expertise spécialisée est souvent nécessaire. En conséquence, les personnes ayant des occupations clés, tels que les avocats, les comptables et les courtiers en placement peuvent assister, sciemment ou non, au processus de blanchiment. Le crime organisé a les moyens de manipuler les systèmes et les institutions financières, et de corrompre certains officiels dans le secteur privé et public dans le but de faciliter le blanchiment d'argent. Ceci compromet l'intégrité des institutions financières et se solde par une perte de confiance de la part des investisseurs et du public.

> Pour le public, le tabac illégal peut sembler relativement bénin, mais les effets de sa vente en Nouvelle-Écosse vont très loin. Les profits servent fréquemment à financer le trafic de drogues, l'achat d'armes illégales ou autrement, l'activité criminelle organisée.
>
> *Commissaire adjoint de la GRC Ian Atkins, commandant de la Division H (Nouvelle-Écosse)*

Marchandises de contrebande

Un marché de produits de contrebande distribuant de façon illégale un produit légal, tel que le tabac, existe souvent en raison d'un certain degré d'acceptation sociale. Par contre, ces marchés peuvent avoir d'importantes répercussions sur la société. Le milieu des affaires est également touché, car les entreprises honnêtes sont désavantagées par rapport à celles qui vendent des produits de contrebande à des prix considérablement plus bas. Il existe d'importantes inquiétudes quant à la santé du public, en ce qui a trait aux ingrédients et à la qualité des produits de contrebande, tel que l'alcool illicite. Car ces produits peuvent entraîner d'importants problèmes de santé ou même la mort, lorsqu'ils sont consommés.

Produits de contrefaçon

Les produits de contrefaçon ébranlent directement les revenus fiscaux du gouvernement ainsi que les profits des industries légitimes. Les produits de contrefaçon mal fabriqués ou défectueux peuvent également susciter le

mécontentement des consommateurs qui feront des reproches aux fabricants de produits authentiques. Certains produits de contrefaçon peuvent entraîner de graves menaces à la santé et à la sécurité, car l'étiquetage légal ou réglementaire pourrait être inexact ou absent. A l'échelle internationale, le crime organisé est impliqué dans la fabrication ou le trafic de produits pharmaceutiques qui sont semblables à des produits légitimes, mais qui contiennent des constituants inertes ou incorrects, une posologie inexacte ou encore des ingrédients inefficaces, surpuissants ou contaminés. Actuellement, il y a peu de preuves en ce qui concerne la distribution, par des groupes du crime organisé, de produits pharmaceutiques de contrefaçon au Canada, par contre, d'autres produits de contrefaçon sont en circulation à travers le pays.

Les groupes de criminels internationaux cherchent régulièrement à avoir accès au Canada pour étendre leur réseau de crimes transnational. L'Agence des services frontaliers du Canada avec ses partenaires emploie une stratégie multiple aux frontières afin de repousser les limites et de surveiller les personnes à haut risque, ainsi que les marchandises avant qu'elles n'arrivent sur le sol canadien.

Caroline Melis, directrice générale, Direction du renseignement, Agence des services frontaliers du Canada

Passage de clandestins et traite de personnes

Les clandestins au Canada contournent les lois et les processus d'immigration et peuvent avoir des antécédents judiciaires graves, et représenter une menace à la sécurité publique. D'autre part, les femmes victimes de trafic sont forcées de participer au commerce du sexe afin de rembourser leurs dettes ou frais qui sont, par exemple, reliés à leur passage clandestin ou leur hébergement. Ces montants s'élèvent généralement à des dizaines de milliers de dollars. Les personnes victimes de trafic subissent de la violence physique et psychologique, dont l'agression sexuelle, la torture, la malnutrition, l'emprisonnement et les menaces de mort. Il peut y avoir d'importants effets sur la santé et sur la société au Canada, car ces victimes sont plus susceptibles de contracter et transmettre des maladies transmissibles sexuellement et des maladies infectieuses, à cause de leurs conditions de travail.

Marchés criminels

Marchés criminels

Le crime organisé est une activité orientée vers le profit, qui est alimentée par des acteurs qui s'adaptent, en changeant de rôle et d'activités, aux fluctuations de l'offre et la demande, de la concurrence provenant des autres groupes du crime organisé et de la perturbation produite par les organismes d'application de la loi. Dans l'ensemble du Canada, les groupes du crime organisé établis et émergents sont actifs dans une gamme complexe d'activités criminelles que ce soit la distribution au niveau de la rue ou la production et la distribution internationale de produits contrefaits.

Dans le présent rapport, le SCRC met en évidence certains marchés criminels clés qui existent dans l'ensemble du Canada et qui donnent une certaine forme au crime organisé dans tout le pays. Le crime organisé au Canada continue à être marqué par les nouvelles tendances et les nouveaux modèles en évolution mais tout en conservant plusieurs aspects clés qui ne changent pas avec le temps.

> Le crime organisé profite des personnes vulnérables que sont les jeunes, les personnes âgées, les marginaux et les toxicomanes.
>
> *Chef Cal Johnston, Service de police de Regina*

En général

- Le Canada produit, importe et sert de transit pour des produits illégaux. Bien que certains groupes du crime organisé profitent de liens internationaux, bon nombre de groupes criminels opèrent au niveau local ou à l'intérieur d'une province. Les groupes de criminels continuent à exploiter les régions frontalières pour la circulation des produits illégaux.

- Des vides temporaires aux niveaux locaux et régionaux se produisent du fait de la perturbation par l'application de la loi dans les marchés criminels, mais il s'agit souvent d'occasions d'expansion du marché pour d'autres groupes du crime organisé bien positionnés.

- Bon nombre de groupes du crime organisé continuent à participer dans des marchés criminels multiples avec des activités criminelles de coopération. Lorsque les compétences essentielles qu'il faut pour faciliter les activités criminelles n'existent pas dans un groupe criminel, on recrute alors des personnes de l'extérieur aptes à fournir ce service.

Drogues illicites

- Le marché illicite des drogues au Canada demeure le premier marché criminel au Canada en terme de recettes estimatives, pour le nombre de groupes du crime organisé participants et le nombre de consommateurs. De ce fait, il n'y a aucun groupe unique du crime organisé qui domine sur tout marché illicite des drogues, que ce soit au plan national ou régional. Une tendance se maintient depuis 2006 : environ 80 % des groupes du crime organisé identifiés au pays sont impliqués dans le marché illicite des drogues, surtout en qualité de trafiquants au niveau de la rue. Un nombre plus restreint de groupes criminels participent aux aspects plus complexes du trafic illicite des drogues, soit la distribution en gros, l'importation et la production nationale.

La marihuana

- La marihuana demeure la drogue illicite la plus consommée et la plus produite au Canada, et la majorité des groupes du crime organisé, peu importe leur degré de sophistication criminelle, participe à sa culture, à sa distribution et à son transport. Les installations de culture à grande échelle sont surtout situées en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec. La marihuana exportée aux États-Unis, qui représente un faible pourcentage de tout le marché intérieur américain pour cette drogue, est échangée dans certains cas pour de la cocaïne ou d'autres marchandises illicites.

La cocaïne

- La cocaïne continue d'être en grande demande dans la plupart des régions du pays, surtout dans les grands centres urbains. Les importations à grande échelle et la distribution interprovinciale de cocaïne constituent les activités clés pour les quelques groupes du crime organisé dotés de capacités criminelles plus sophistiquées. La cocaïne entre au Canada, soit directement en provenance des pays sources de l'Amérique du Sud, en particulier de la Colombie, soit après avoir transité par des pays comme les États-Unis, l'Haïti, la Jamaïque et le Mexique. La distribution interprovinciale est coordonnée à partir de grands centres en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, par le biais de véhicules personnels et commerciaux et par le rail, la poste et l'aviation commerciale.

Les drogues comme la méthamphétamine (crystal meth), l'héroïne et le crack sont des drogues très dangereuses qui créent une extrême dépendance et des torts importants aux individus, leurs familles et la société.

Chef Jim Chu,
Service de police de Vancouver

Le trafic de drogues est la principale source de revenus pour la plupart des groupes du crime organisé. En conséquence pour tous les membres de nos collectivités, il en résulte des dommages physiques, émotifs, économiques et sociaux.

Sous-commissaire de la GRC P.Y. Bourduas, Services fédéraux et de la Région du Centre

L'héroïne

- Le marché de l'héroïne est limité avec un petit nombre de groupes criminels qui participent à l'importation d'Asie du Sud-Est, d'Asie du Sud-Ouest et de Colombie en recourant à toute une gamme de méthodes clandestines. Ces drogues sont distribuées dans l'ensemble du pays par les groupes criminels qui fonctionnent à tous les niveaux de capacité jusqu'à un marché restreint, mais très bien établi.

L'ecstasy

- Le Canada est devenu le pays d'origine pour l'ecstasy, avec une production intérieure surtout située en Colombie-Britannique et en Ontario. L'ecstasy produite au Canada est exportée vers les marchés des États-Unis, et dans un moindre degré vers l'Australie et le Japon.

La méthamphétamine

- Le marché canadien de la méthamphétamine est principalement approvisionné par la production intérieure. La plus grande concentration de production est en Colombie-Britannique et seulement un petit nombre de groupes criminels l'exporte vers les États-Unis. Les tendances qui se maintiennent sont l'exportation de cargaisons mixtes de marihuana et d'ecstasy vers les États-Unis. Certains groupes, soit intentionnellement, soit par inadvertance, mélangent la marihuana et la cocaïne avec de la méthamphétamine pour la distribution intérieure.

Criminalité financière

- La criminalité financière est facilitée dans certains cas, que ce soit par le vol des données personnelles ou financières, ou par l'usurpation frauduleuse de l'identité d'autrui. Ce type de données peuvent être obtenues par différents moyens qui vont du vol de courrier et d'ordures à des moyens plus complexes, comme la modification de terminaux point de vente, notamment les dispositifs Interact, l'exploration de données en ligne, la compromission des bases de données corporatives et les sites Web du marché noir qui servent à vendre les données volées sur les cartes de crédit et les permis de conduire.

L'exploration de données est une technique de recherche dans les grandes bases de données qui, relativement à la criminalité financière, aide à acquérir des informations personnelles et financières à des fins frauduleuses.

Les vols d'identité deviennent la vague criminelle du nouveau millénaire de part et d'autre de la frontière canado-américaine, ce qui est la source de crimes financiers qui n'exigent pas de communication directe entre la victime et le criminel.

Commissaire Julian Fantino, Police provinciale de l'Ontario

La fraude en marketing de masse

- Les systèmes de téléphonie sur IP (Voice-over Internet Protocol) et l'utilisation de téléphones cellulaires jetables, avec des puces qui contiennent différents codes régionaux offrent davantage de possibilités pour les fraudes en marketing de masse tout en éliminant la nécessité d'avoir recours à une entreprise de vente sous pression avec des lignes terrestres. Les groupes criminels continuent d'utiliser le Canada comme base pour les opérations de télémarketing frauduleuses et sont connus pour avoir ciblé des pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, l'Allemagne, l'Inde, la France et le Maroc.

Une entreprise de vente sous pression est un lieu organisé, avec des bureaux et des téléphones, en général le lieu central pour mener des opérations de télémarketing frauduleuses.

La fraude hypothécaire

- De multiples groupes criminels participent à la fraude hypothécaire avec les profits illicites estimés pouvant atteindre des centaines de millions de dollars par année. La fraude hypothécaire peut faire intervenir l'expertise de professionnels des finances afin de faciliter la criminalité. Une tendance émergente est celle des groupes criminels qui ciblent les nouveaux Canadiens, en particulier les personnes de leur

Le crime organisé constitue une menace pour les opérations des Forces canadiennes. Qu'il s'agisse de trafiquants de drogues qui aient une influence sur le moral et l'efficacité de nos troupes par le biais de la vente de drogues illicites ou de groupes qui cherchent à voler de l'équipement militaire spécialisé, la menace que pose le crime organisé ne peut pas être passée sous silence.

Capitaine (Marine) Steve Moore, ministère de la Défense nationale

propre communauté ethnique, pour qu'ils servent de prête-nom sur des demandes frauduleuses de prêts hypothécaires.

La fraude en valeurs mobilières

- Dans l'ensemble du Canada, les placements illicites à l'étranger, les placements frauduleux à haut rendement et la manipulation illicite du marché sont les fraudes fréquemment observées. Les comptes de courtage d'investisseurs en ligne sont vulnérables au vol et à la manipulation à cause des détournements par Internet ciblés.

Un placement frauduleux à haut rendement offre ou garantit, généralement sans risque, un rendement excessivement élevé sur le capital investi.

Fraude par carte de paiement

- La plupart des groupes criminels qui participent aux fraudes par carte de paiement se concentrent sur les aspects inférieurs du marché, en particulier en écrémant et en trafiquant les données financières et en utilisant des cartes contrefaites pour acheter des marchandises. En 2006, selon l'Association des banquiers canadiens, les pertes liées à des fraudes par cartes de paiement ont augmenté de 10 % par rapport à 2005, soit un total de 185,45 millions de dollars, tandis que les pertes dues à la fraude par cartes de débit à l'aide de la technique d'écrémage ont augmenté approximativement 34 % pour passer à 94,6 millions de dollars.

Blanchiment d'argent

- Selon le Fonds monétaire international, le blanchiment d'argent représente chaque année de 22 à 55 milliards de dollars au Canada. Les groupes criminels continueront à manipuler les services financiers électroniques, comme les systèmes de paiement en ligne ou les devises électroniques du fait qu'elles peuvent être très hautement sécurisées, anonymes et exploitées en dehors du système bancaire réglementé. De plus, les groupes criminels continueront à se distancer par le biais de méthodes de blanchiment d'argent plus simples, comme l'utilisation d'entreprises qui nécessitent des liquidités importantes comme les restaurants, ainsi que les casinos, ou même l'achat des marchandises de luxe.

Les profits des activités criminelles, comme le trafic de drogues, sont de plus en plus canalisés dans des entreprises légitimes.

Normand Proulx, directeur général, Sûreté du Québec

La traite de personnes par des mouvements transfrontaliers, que ce soit à caractère interprovincial ou international, dans un but de prostitution nous pose de graves problèmes. Nous sommes aussi engagés à renforcer les relations avec les autres administrations de police, y compris aux États-Unis, pour garantir une répression efficace de la traite de personnes.

Chef Mike Boyd,
Service de police d'Edmonton

Passage de clandestins et traite de personnes

- Les groupes criminels domestiques continuent de fonctionner comme des fournisseurs de services pour le transport et la facilitation du passage de clandestins. Un nombre disproportionné d'immigrants illégaux demeurent au Canada par rapport à ceux qui transitent vers les États-Unis par le biais de plusieurs groupes criminels qui utilisent le Canada pour faire entrer clandestinement des immigrants aux États-Unis. Au Canada, la traite des personnes est connue pour exister sous forme d'exploitation sexuelle et de servitude domestique. Plusieurs groupes criminels participent aussi à la traite des personnes à l'intérieur du pays: le recrutement de jeunes femmes, leur transport à travers le Canada et parfois vers les États-Unis, et leur exploitation dans le commerce du sexe.

Violation des droits de la propriété intellectuelle

- Les produits de la contrefaçon, surtout des biens de divertissements et des logiciels, génèrent, d'après des estimations, plusieurs milliards de dollars de profits illicites au Canada. Les groupes du crime organisé utilisent Internet pour acheter et vendre des produits contrefaits. À l'échelle nationale, les groupes criminels actifs dans ce marché agissent comme des distributeurs et participent moins à la fabrication et à l'importation. Les produits de contrefaçon infiltrent la chaîne d'offres légitimes, souvent à l'insu du fournisseur ou du consommateur.

La violation des droits de la propriété intellectuelle entre,en général, dans l'une des trois catégories : 1) les violations du droit d'auteur, qui comprennent le piratage et la contrefaçon de médias numériques comme les logiciels, la musique et les films, 2) les violations des marques de commerce, qui comprennent la contrefaçon de la marque de fabrique et 3) le vol de secrets commerciaux, qui comprend le vol de renseignements exclusifs comme des modèles de conception et des schémas de production.

Vol de véhicules

> Il est raisonnable de croire qu'il y aura des incidents à l'avenir où le crime organisé exploitera des points vulnérables le long des côtes des provinces pour échapper à la surveillance de la police sur les zones terrestres du Canada.
>
> *Commissaire adjoint de la GRC Gerry Lynch, Division B (Terre-Neuve-et-Labrador)*

- Montréal et Toronto demeurent les principaux centres de vol de véhicules au Canada, mais le crime organisé ne participe que dans une petite proportion à ce marché, par opposition aux crimes individuels d'opportunisme comme « joy riding ». Les groupes criminels participent à des fraudes liées aux véhicules, notamment les radiations d'assurance et la vente de véhicules endommagés, tandis que certains groupes à plus grande capacité qui sont établis en Colombie-Britannique et en Ontario exportent sur le marché international des véhicules volés. D'autres stratagèmes de vol de véhicules sont les manipulations des dispositifs de recherche installés dans les véhicules et les connecteurs informatisés d'allumage qui permettent un fonctionnement sans clé.

Dossier spécial : Marché illicite des armes à feu au Canada

Dossier spécial : Marché illicite des armes à feu au Canada

Introduction

Le marché illicite des armes à feu au Canada est surtout mené par des criminels et des membres du crime organisé. Les criminels ont besoin d'armes à feu pour aider dans leurs actes criminels, pour leur protection personnelle et aussi pour montrer leur statut, un phénomène surtout observable dans le milieu des gangs de rue. Le marché illicite des drogues tend à être l'élément moteur de la demande d'armes à feu illicites, vu qu'il est hautement compétitif et très payant et qu'il constitue un terrain fertile pour des mésententes violentes entre les organisations criminelles et au sein de celles-ci. Les armes à feu utilisées par les membres des organisations criminelles doivent être acquises par des moyens illégaux du fait que les moyens de contrôle légaux sur l'acquisition et la possession mis en place au Canada ont en général très bien fonctionné pour empêcher les membres du crime organisé de se procurer des armes à feu légales.

> Le crime organisé n'est pas simplement un problème de police. C'est un problème qui touche toutes les collectivités.
>
> *Surintendant principal de la GRC Randy Robar, commandant de la Division L (Île-du-Prince-Édouard)*

Participation du crime organisé

La plupart des groupes du crime organisé sont connus pour participer à ce marché; toutefois, la participation de la plupart des criminels est habituellement limitée à l'achat, à l'utilisation ou à la vente individuelle fortuite d'armes à feu illicites à d'autres criminels. Il y a moins d'individus ou de groupes criminels qui participent activement à l'acquisition importante d'armes à feu ou à des réseaux de distribution en gros à temps plein. Bien que la vente illicite d'une arme à feu puisse être lucrative par rapport au prix d'acquisition initial, le secteur global annuel de l'offre sur le marché lui-même n'est peut-être pas assez payant par rapport aux autres marchés criminels, comme ceux des drogues illicites, pour permettre d'y participer de façon soutenue. Ainsi, pour certains, ce n'est qu'une entreprise secondaire ou tertiaire pour faire de l'argent.

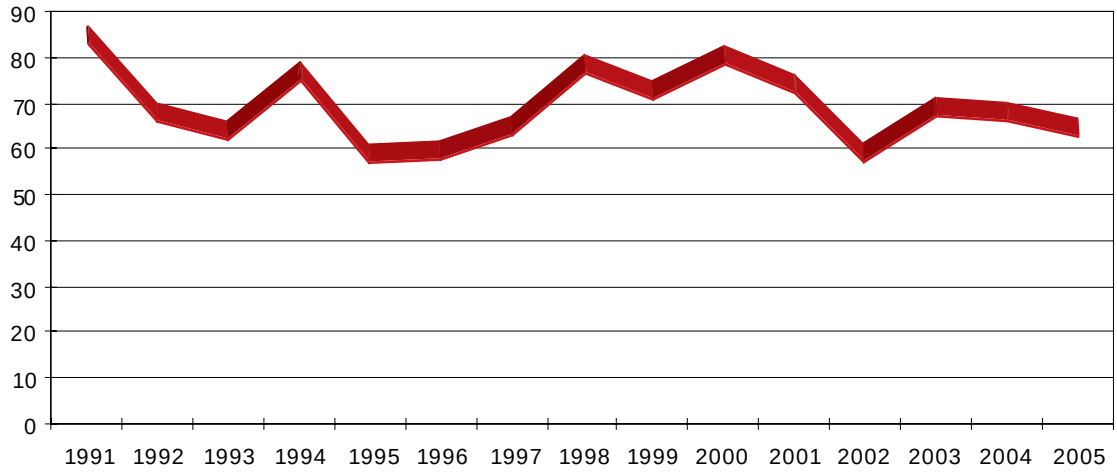
Les rôles qu'assument les acteurs criminels dans le marché illicite des armes à feu ne sont pas bien définis. Même s'il y a un nombre restreint de groupes de criminels dont la participation peut être plus permanente et substantielle, ce

type de participation n'est pas typique. Ainsi, à tout moment, il semble que différents groupes de criminels jouent un rôle important dans le marché illicite, mais ce rôle important peut très bien être que de courte durée et disparaître une fois le besoin satisfait.

Violence

Pour bon nombre de groupes du crime organisé, il n'est pas habituel d'utiliser la violence avec les armes à feu dans leurs activités criminelles quotidiennes. En général, des actes de violence commis avec des armes à feu ont lieu de façon périodique, et ce, afin de dissuader toute intrusion sur le marché criminel ou de maintenir une discipline interne au sein du groupe. De plus, on se sert de ce type de violence pour intimider des individus et des communautés. Bien que cette violence puisse par inadvertance faire de mal aux passants innocents, il est rare qu'elle soit planifiée délibérément et stratégiquement avec cette intention. Des périodes de violence armée se produisent effectivement entre membres de groupes criminels rivaux, en particulier les gangs de rue, et il peut y avoir des voies de faits et des décès répétés, causés par des armes à feu, qui se poursuivent dans un cycle de représailles. Ce cycle de violence culminera en intensité pour ensuite diminuer, souvent du fait de l'intervention ciblée des organismes d'application de la loi.

Pourcentage d'homicides attribuables à un gang commis avec une arme à feu, 1991 - 2005



Source: Statistique Canada, Centre canadien de la statisque juridique, enquête sur les homicides de 2005

Composantes du marché illicite

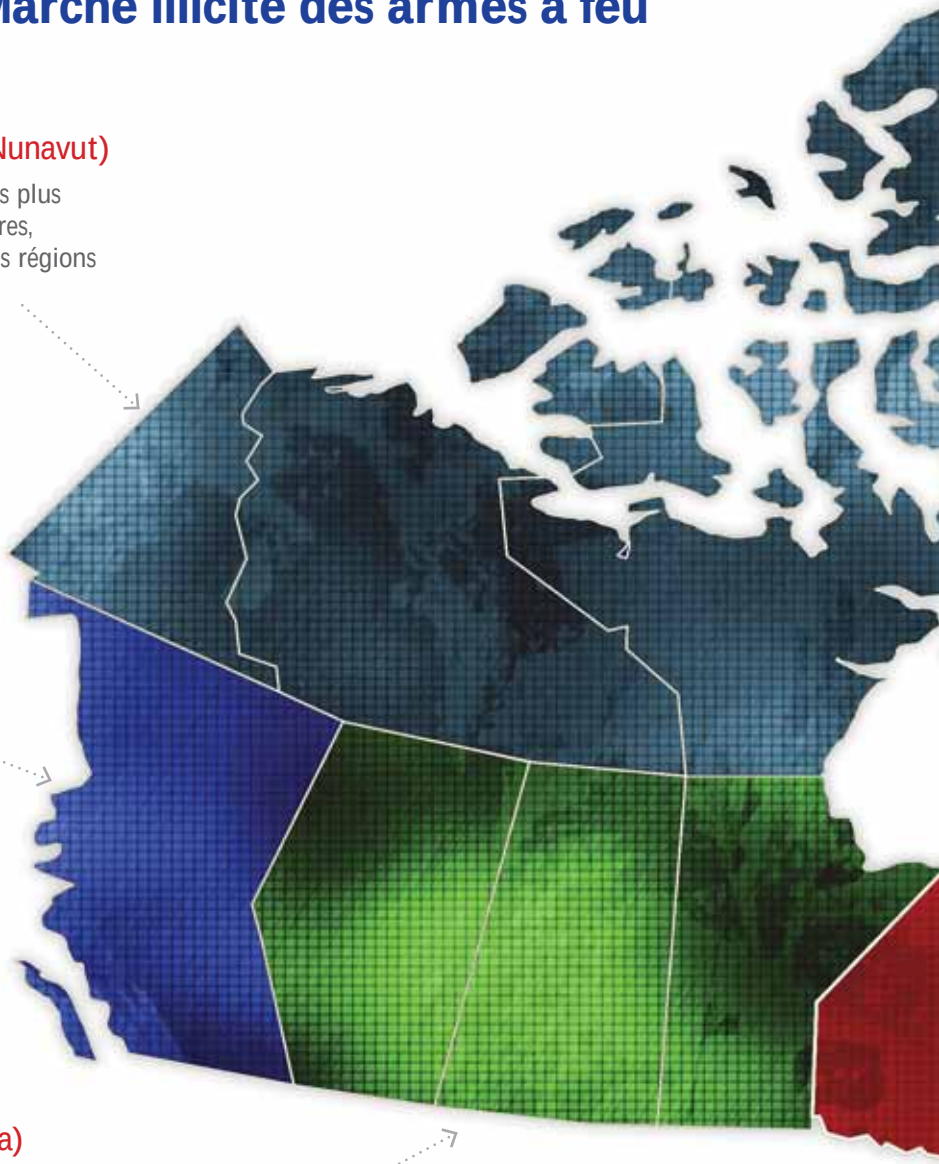
Les principales sources d'armes à feu illicites au Canada sont la contrebande et les vols de résidences. Ces sources sont restées relativement constantes au cours des dernières années et elles continueront d'être les plus grandes sources d'armes à feu illicites au pays pour un avenir prévisible.

Une fois que l'arme illicite est entrée dans le marché criminel, elle peut être fonctionnelle et circuler constamment pendant des décennies, potentiellement en la possession de plusieurs criminels. Autrement dit, il existe actuellement un réservoir d'armes utilisées à des fins criminelles en circulation dans le milieu criminel qui continuera à servir pour les activités criminelles à venir. Toutefois, chaque année, les vols d'armes à feu dans les résidences continuent à se produire, et les armes à feu récemment entrées en contrebande sont récupérées par les organismes d'application de la loi, ce qui confirme qu'il y a encore une certaine demande illicite de nouvelles armes à feu, tous les ans, pour compléter le marché existant.

Tendances régionales : Marché illicite des armes à feu

Nord (Yukon, Territoires du Nord Ouest, Nunavut)

Les armes d'épaule sont les armes à feu illégales les plus communes pour les criminels dans les trois territoires, surtout parce qu'elles sont plus disponibles dans les régions éloignées, et sont utilisées pour la chasse.

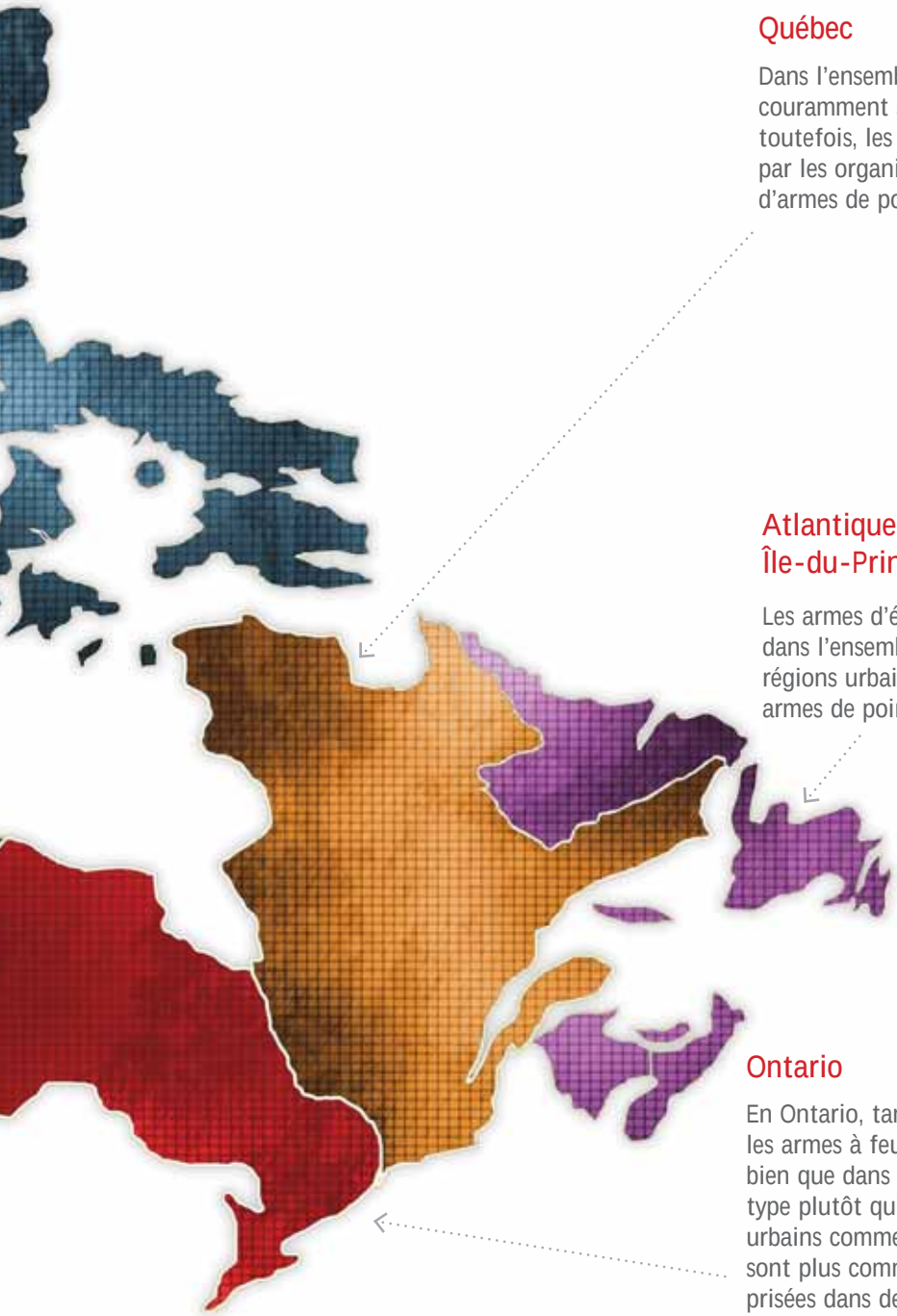


Pacifique (Colombie-Britannique)

Malgré des différences régionales, les armes de poing sont les armes illégales de prédilection dans la plupart des régions de la province, du fait de leur disponibilité immédiate. Les armes à feu illicites le plus souvent récupérées sont, entre autres, des armes de poing de contrebande et des armes à feu à utilisation restreinte qui n'ont pas été réenregistrées.

Prairies (Alberta, Saskatchewan, Manitoba)

En Alberta, les armes de poing sont les armes illégales préférées, en particulier par ceux qui oeuvrent dans le marché des drogues illicites. En Saskatchewan et au Manitoba, les armes d'épaule à canon tronqué qui sont plus anciennes et souvent difficiles à retracer sont communément utilisées pour commettre différentes infractions criminelles.



Québec

Dans l'ensemble, les armes d'épaule sont les armes à feu les plus couramment saisies au Québec, d'après les statistiques de saisie; toutefois, les armes de poing sont les armes les plus utilisées par les organisations criminelles. La grande majorité des saisies d'armes de poing ont été liées à des gangs de rue.

Atlantique (Nouveau Brunswick, Nouvelle Écosse, Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador)

Les armes d'épaule sont les armes à feu illégales de prédilection dans l'ensemble des provinces de l'Atlantique, à l'exception des régions urbaines (p. ex., Halifax, N-É et Saint John, N-B) où les armes de poing sont plus prévalentes.

Ontario

En Ontario, tant les armes de poing que les armes d'épaule sont les armes à feu illégales préférées dans l'ensemble de la province, bien que dans certaines régions, il semble qu'on en préfère un type plutôt qu'un autre. Par exemple, dans les grands centres urbains comme la région du Grand Toronto, les armes de poing sont plus communes, bien que les armes d'épaule soient plus prisées dans des régions urbaines et rurales moins peuplées.

Contrebande d'armes à feu

Le passage en contrebande à partir de la frontière terrestre avec les États-Unis représente une importante source d'armes à feu du fait de sa proximité géographique et du caractère moins contraignant de ses régimes de contrôle d'armes à feu. La capacité des entrepreneurs et des organisations de criminels de faire passer des armes à feu en contrebande d'un côté à l'autre de la frontière terrestre canado-américaine semble aussi largement influencée par la géographie physique entre les points d'entrée. Certaines zones frontalières terrestres sont particulièrement intéressantes du fait de leur nature difficile et éloignée géographiquement. Il existe aussi une multitude de points de passage frontaliers qui sont éloignés et non surveillés, et qui pourraient être exploités pour la circulation transfrontalière non autorisée clandestine.

Il continue d'y avoir cinq grandes sources ou méthodes dont se servent les criminels et leurs organisations pour acquérir des armes à feu auprès de sources américaines et les détourner en vue de les faire passer ensuite en contrebande au Canada.

1. Les revendeurs américains autorisés : un revendeur américain autorisé par un permis fédéral qui vend, sciemment ou non, des armes à feu à des personnes ayant l'intention d'en faire la contrebande ou de les revendre à des criminels ou à des groupes criminels.

2. Les prête-noms : une personne qui a une intention illicite peut avoir recours à un complice qui que l'on appelle un prête-nom pour acheter légalement des armes à feu auprès d'un détaillant américain afin de dissimuler sa propre identité. Le prête-nom n'a jamais l'intention de véritablement posséder l'arme à feu et la remet à son complice pour qu'elle circule et soit distribuée illégalement par la suite.

3. La fausse identité : une personne, autorisée ou non, obtient une fausse identité américaine dont elle se sert pour acheter des armes à feu avec l'intention de les revendre ou d'en faire la contrebande.

4. Les marchés secondaires américains : une personne achète des armes à feu sur un marché secondaire (c.-à-d. à une exposition d'armes à feu, dans un marché aux puces ou par une vente privée) avec l'intention de les revendre ou de les passer en contrebande. Les achats faits sur les marchés secondaires peuvent avoir lieu dans un anonymat relatif, car il peut s'agir de vendeurs qui ne détiennent pas de permis et ne sont pas tenus de procéder à des vérifications d'antécédents ou à la tenue de registres de transaction d'armes à feu.

5. Les vols : une personne vole des armes à feu à un propriétaire légitime, un détaillant américain, un transporteur (qu'il soit un transporteur ordinaire ou à contrat) ou dans le courrier, avec l'intention de les revendre ou de les passer en contrebande.

> Les gangs de rue ont évolué de gangs locaux pour devenir des organisations criminelles complexes, riches en ressources et qui imposent aux forces policières de recourir à une approche fondée sur le renseignement et les enquêtes pour les combattre.
>
> *Chef William Blair,*
> *Service de police de Toronto*

Armes à feu provenant de source nationale

Les armes à feu en provenance de source nationale sont surtout obtenues grâce à des vols de résidences et de commerces. Toutefois, les autres armes sont, entre autres, celles qui n'ont pas été réenregistrées, non enregistrées ou neutralisées, ainsi que les armes détournées du secteur d'activité légitime.

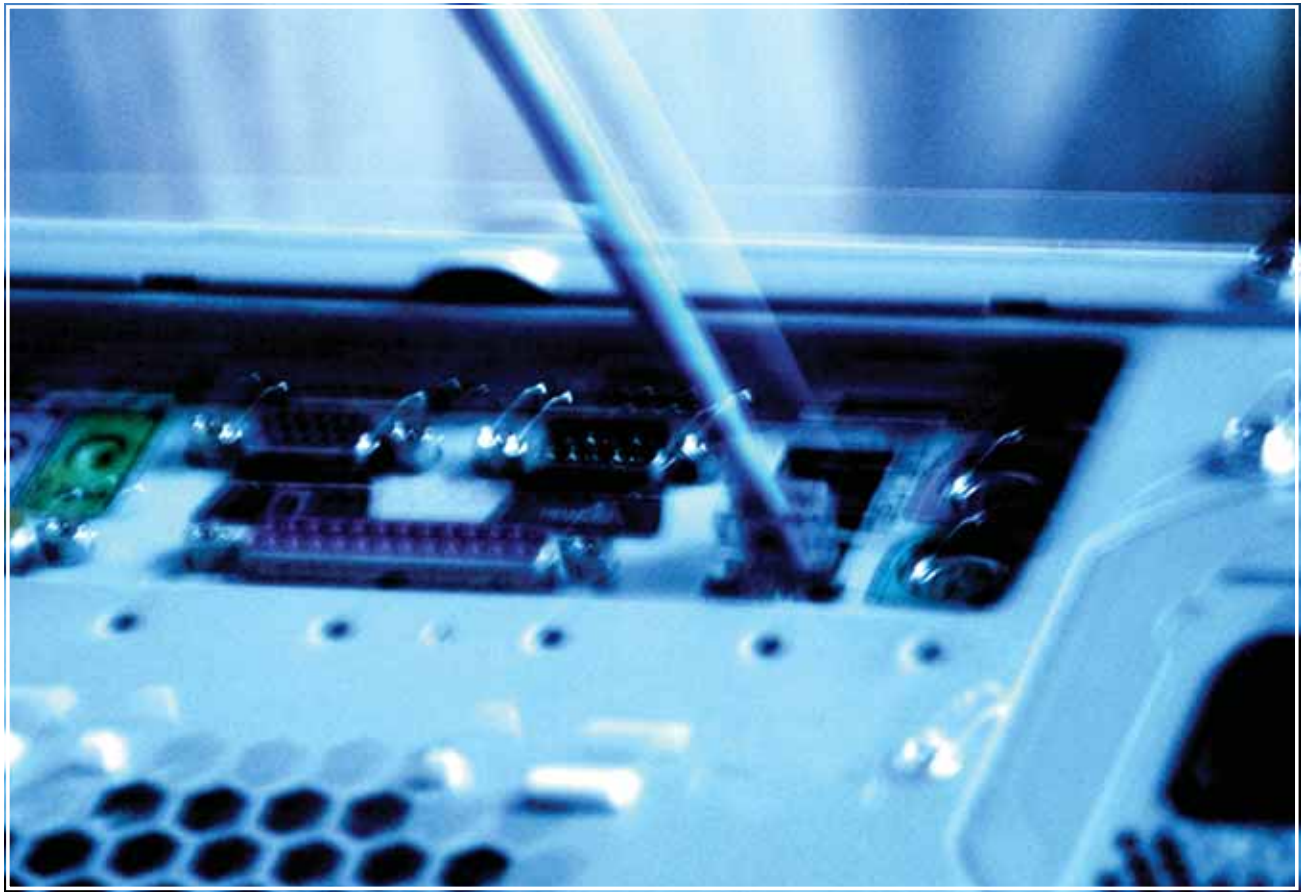
Le Centre d'information de la police canadienne (CIPC) a tenu des registres sur les armes à feu volées ou disparues depuis 1974. Actuellement, quelque 85 000 armes à feu sont enregistrées dans le système, dont 44 000 environ sont classées comme des armes à feu à utilisation restreinte (c.-à-d. des armes de poing). On ne sait pas quelle proportion de ces armes à feu est ou pourrait devenir des armes illégales au Canada. Toutefois, les organismes d'application de la loi récupèrent constamment des armes à feu déclarées disparues ou volées. Les armes à feu en provenance de source nationale sont surtout obtenues grâce à des introductions par effraction dans des résidences ou, dans une moindre mesure, dans des commerces. Les membres du crime organisé sont connus pour identifier et cibler les propriétaires légitimes d'armes à feu, surtout ceux qui ont de grandes collections.

Pour plusieurs raisons, toutes les armes à feu à utilisation restreinte n'ont pas été reenregistrées à nouveau dans le système actuel. Par exemple, une personne qui a hérité des armes à feu d'un membre de sa famille défunt ne

sait peut-être pas qu'il faut les réenregistrer. Si ces armes étaient volées dans un vol par effraction, elles pourraient finalement se retrouver sur le marché domestique des armes illégales au Canada. Dans certaines parties du pays, ces armes qui n'ont pas été réenregistrées sont souvent liées à différents crimes et tendent à être en la possession de personnes qui n'en sont pas les propriétaires originaux enregistrés.

Le terme « arme à feu neutralisée » sert souvent à décrire une arme à feu qui a été modifiée de façon permanente pour l'empêcher de décharger des projectiles. Il y a eu des cas où des armes à feu qui étaient déclarées comme neutralisées n'ont en fait jamais été neutralisées ou pouvaient facilement être réactivées et servir à nouveau après seulement quelques ajustements.

La technologie a eu une incidence sur ce marché criminel du fait qu'Internet est devenu la source subsidiaire d'armes à feu illicites et de pièces d'armes à feu, tant pour les consommateurs que pour les criminels.



Internet a été exploité pour acquérir des pièces d'armes à feu qui ensuite étaient expédiées par la poste ou par messager, assemblées et revendues à des criminels ou à des membres du crime organisé. Il existe des sites Web qui expliquent aux personnes comment construire des fusils.

Conclusion

Les armes à feu illicites demeurent une marchandise convoitée pour le crime organisé qui souhaite protéger sa participation aux activités criminelles, en particulier dans le commerce illégal de drogues. Les sources de ces armes au Canada, surtout les vols de résidences ou la contrebande en provenance des États-Unis, sont restées assez constantes pendant de nombreuses années. Néanmoins, les fluctuations dans l'importance relative de chaque source varieront géographiquement dans l'ensemble du Canada et selon différentes périodes.

Comme les armes à feu sont des marchandises réutilisables, il y a actuellement un réservoir d'armes à feu illégales au Canada qui s'est constitué au cours des quelques dernières décennies et qui continuera probablement à alimenter les incidents liés à des armes à feu dans un avenir prévisible.

Regard sur l’avenir

Regard sur l'avenir

Le SCRC s'est engagé à informer le public sur les questions contemporaines et futures portant sur le crime organisé. Un public informé est mieux à même de comprendre la menace que posent les activités du crime organisé et les répercussions qu'elles ont. Le crime organisé ne fonctionne pas dans des frontières définies, mais il existe et s'exerce de façon illégale que dans les centres urbains, ainsi que dans les collectivités rurales. Dans certains cas, ces groupes de criminels ne pourraient pas continuer à fonctionner sans l'assentiment tacite de personnes au sein de l'économie légitime. Il est à souhaiter qu'un public éclairé continuera à être un participant motivé et actif qui travaillera en coopération avec la communauté de l'application de la loi pour combattre le crime organisé.

> Le Rapport annuel du SCRC offre aux Canadiens la possibilité d'être mieux informés et de savoir combien la menace que pose le crime organisé pour notre pays est intense et insidieuse pour notre province et pour notre collectivité.
>
> *Sous-commissaire de la GRC Bill Sweeney, Région du nord-ouest*

Le SCRC est la seule organisation de renseignements criminels qui représente toute la communauté d'application de la loi canadienne. En conséquence, il se trouve dans une position unique pour améliorer le niveau de coordination et de partage des renseignements dans la collectivité afin du permettre l'application de la loi axée sur le renseignement. De plus, l'échange de renseignements facilite l'engagement continu du SCRC de présenter au grand public un aperçu national du crime organisé du point de vue de la communauté de l'application de la loi. Le réseau du SCRC continuera à faire des efforts coordonnés pour évaluer le crime organisé dans le contexte du marché criminel afin de combattre de la façon la plus efficace possible les menaces actuelles et émergentes.

Notes